



MOSCOU

ORGANE DU 3. CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 30. Vendredi 1 Juillet 1921.

Direction: Dénéjay 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 1-77-77 et Kremilo 151

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaia 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

Le mouvement communiste en Yougo-Slavie.

Comme Etat, la Yougo-Slavie constitue un des produits secondaires de la guerre mondiale. Ce pays compte environ 13 millions d'habitants et embrasse presque tous les Serbes, Croates et Slovènes composant trois tribus d'une même peuple. En dehors des Serbes, Croates et Slovènes, il y en a environ 2 millions d'autres nationalités comme allemande, hongroise, albanaise, roumaine, bulgare etc. C'est la Serbie qui a servi de base à la création du nouvel Etat comprenant aujourd'hui, outre la Serbie et le Monténégro — indépendants avant la guerre — presque toutes les provinces de l'ancienne Autriche-Hongrie, peuplées de Serbes, Croates et Slovènes.

La Yougo-Slavie, comme tous les autres Etats nouvellement créés après la guerre, est dans une complète dépendance financière — et par là politique — de l'Entente. Elle est le représentant le plus expressif de l'impérialisme de l'Entente dans les Balkans.

Ruinée et dévastée par la longue guerre, la Serbie et les provinces nouvellement annexées, mais économiquement tout à fait épuisées elles aussi, n'a pas été capable d'avoir sa propre vie économique indépendante. Elle devait avoir recours à l'aide de l'Entente, mais cette aide signifiait la plus complète perte de son indépendance économique et politique. Ainsi, la Yougo-Slavie est devenue l'ombre d'un Etat indépendant. Politiquement et économiquement, elle se trouve vis à vis de l'Entente dans un esclavage semi-colonial.

Au début, la création de l'Etat national des Serbes, Croates et Slovènes causa une grande joie dans les larges masses du peuple. Mais cette joie n'était que de courte durée. Sous la pression de l'empirement constant des conditions de vie d'un côté et sous l'influence de la propagande révolutionnaire du Parti Communiste Yougo-Slave de l'autre, les masses du peuple travaillant dans les villes et dans les campagnes commencèrent bientôt à comprendre que la création de l'Etat National à l'époque du règne absolu du capital impérialiste financier n'a point essentiellement changé la situation des ouvriers et des paysans pauvres. Ayant mené la guerre soi-disant pour sauvegarder son indépendance politique et économique de l'invasion des puissances centrales, particulièrement de l'Autriche-Hongrie, en réalité, aujourd'hui où la guerre a pris fin, la Serbie se trouve vis à vis de l'impérialisme de l'Entente dans un esclavage politique et économique pire que vis à vis de celui des puissances centrales, quoiqu'elle compte parmi les pays vainqueurs. Et c'est précisément là que se démontrent tous les changements, tout le „gain“ que la guerre des „vainqueurs“ a apporté à la Serbie et aux autres provinces composant la Yougo-Slavie.

Les rapports entre les diverses provinces du nouvel Etat n'ont été que très faibles. La bourgeoisie serbe qui, dès le début, avait pris vis à vis des autres provinces une attitude de „Libérateur“ et de „Vainqueur“ s'est mise aussitôt à l'œuvre pour resserrer ces rapports à l'aide de la gendarmerie et de l'armée. Voici 3 ans que l'on dépense pour l'armée plus d'un tiers du budget total de l'Etat. Et au fur et à mesure que le mécontentement augmentait dans les larges masses des ouvriers et des paysans et que le danger pour le maintien du régime pillard de la bourgeoisie s'accroissait, la bourgeoisie gaspillait des sommes de plus en plus considérables pour l'Armée et pour la gendarmerie.

La politique d'un renforcement militaire de la Yougo-Slavie a surtout été favorisée par la France. Car pour réaliser ses fins contre-révolutionnaires il lui faut à tout prix que le plus grand Etat dans les Balkans soit militairement fort. Et voici que la Yougo-Slavie a aujourd'hui environ 60.000 gendarmes, une armée permanente de plus de 150.000 soldats.

Le Parti Communiste de Yougo-Slavie est la suite logique de l'ancien Parti Socialiste Serbe dont l'attitude révolutionnaire suivie avant et pendant la guerre est fort bien connue par toute l'Internationale. Tous les éléments révolutionnaires des autres provinces se sont groupés autour de lui et ils ont l'honneur d'être un des fondateurs de la IIIème Internationale. Déjà au cours de son premier

Congrès tenu à Belgrade après la guerre en avril 1919, la décision d'adhérer sans conditions à la IIIème Internationale a été prise unanimement. Dans les questions concrètes de la vie journalière, le Parti Communiste yougo-slave a su en utilisant le processus de dislocation de la société bourgeoise placer sous son influence et dans le mouvement les larges masses ouvrières et paysannes pauvres. Plus d'un âpre conflit sanglant est survenu alors avec le Pouvoir de l'Etat; les rapports se sont tendus surtout pendant les grèves générales; l'an dernier par exemple au cours de la grève générale des cheminots et cette année-ci celle des mineurs. Pendant la grève générale des cheminots par exemple, dans la lutte ouverte avec la police, il y eut 15 ouvriers tués et plus de 100 blessés. Et grâce à l'intervention brutale de la police, la grève des mineurs a été transformée en guerre civile dans toute une province. Par le fait que les organisations professionnelles qui comptent environ 300.000 prolétaires ne sont qu'une partie du mouvement communiste yougo-slave, la bourgeoisie a déclaré chaque grève comme étant une grève politique, anti-étatique et insurrectionnelle; elle a immédiatement mis en mouvement tout l'appareil de sa puissance brutale contre le mouvement ouvrier. Ainsi la lutte de classe a toujours inévitablement porté un caractère politique et révolutionnaire en Yougo-Slavie. C'est par son âpre lutte résolue et irréconciliable que le Parti Communiste Yougo-Slave a réussi à grouper dans ses rangs l'avant-garde du prolétariat yougo-slave et il a atteint à la fin de cette année une puissance numérique de 80.000 membres dont la majorité écrasante sont des prolétaires.

Dans le domaine de la lutte électorale comme dans tous les autres le Parti Communiste Yougo-Slave a obtenu d'importants résultats. Les dernières élections pour la Constituante ayant eu lieu le 28 novembre 1920 ont donné à notre parti plus de 200.000 voix sur 1 million et demi, bien qu'un très grand nombre des prolétaires soient privés du droit de vote. Notre Parti a obtenu 59 mandats sur 419. Révolutionnaire dans toutes les circonstances, le Parti Communiste Yougo-Slave a su sauvegarder son attitude révolutionnaire également dans le Parlement; il a toujours utilisé la tribune parlementaire pour détruire toute illusion sur le parlementarisme et le démocratism et pour révolutionner les masses.

Bien que notre parti ait subi au cours de 2 années 3 scissions, il a toujours conservé son caractère de parti des masses, car il a su opérer ses scissions sur les questions concrètes et compréhensibles pour les masses; de cette façon, il s'est complètement délivré de tous les éléments opportunistes et centristes. En voyant que malgré l'armée et la police, le danger du Parti Communiste devient de plus en plus menaçant, la bourgeoisie fit le 29 décembre 1920 un coup d'état. Elle dissolut par un décret contre les Communistes notre parti, ferma les organisations syndicales, les „Maisons du Peuple“, les imprimeries, les librairies, confisqua la littérature communiste, interdit toute la presse comme le droit de réunion et d'organisation et annula l'immunité parlementaire. En un mot, le 29 décembre 1920 fut proclamé en Yougo-Slavie dans le sens le plus brutal du mot une dictature ouverte d'une clique de cour militariste-bancaire. De cette façon la bourgeoisie yougo-slave a détruit de la manière la plus tangible toute illusion sur l'utilité de la lutte démocratique et parlementaire en Yougo-Slavie. Après une série de petits et grands voire sanglants conflits, dans lesquels beaucoup de nos camarades furent tués — entre autres un de nos candidats à la Chambre de Voukovar, le Parti Communiste fut forcé d'entrer dans la phase du travail illégal. Et en dépit des difficultés qui sont liées au passage de la lutte légale à la lutte illégale, le Parti Communiste yougo-slave continue infatigablement son action révolutionnaire. Il édite illégalement des journaux, des brochures, des feuilles volantes et nonobstant la fureur de la terreur blanche, il maintient une liaison étroite avec les masses du peuple ouvrier des villes et des campagnes en se préparant sans trêve ni répit à la lutte suprême à la rencontre de laquelle nous allons grâce au développement de la situation générale dans les Balkans.

SIMA MARKOVITCH.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Congrès de l'Internationale Communiste.

Huitième Séance.

(Suite.)

Au nom du parti socialiste d'Italie (serrattiste) prend la parole Lazzari.

Camarades, dit-il, ce n'est pas la première fois que les socialistes italiens se trouvent dans une situation embarrassante dans leurs révolutions internationales. Beaucoup se souviennent que Vandervelde et Huysmans nous ont nommé un „petit pays“ et un parti n'ayant aucune importance. Nous avons toujours combattu la IIIème Internationale, nous avons toujours été contre la bureaucratie que la IIIème Internationale pratique dans ses relations internationales.

Aujourd'hui nous sommes en face de la IIIème Internationale, et notre situation est très difficile. Mais qu'on ne nous juge pas sur les impressions présentes, qu'on nous juge sur notre glorieux passé. Les quarante années d'activité de notre parti, ses services désintéressés à la cause de l'union et de la fraternité, à la cause du mouvement international, ont mérité un autre nom que celui de „traître“, dont on nous a ici gratifiés.

Le journal „Moscou“ publie un article où Gennari me considère avec dédain. Il passe entièrement sous silence les combats menés pendant 40 ans contre la bourgeoisie italienne, sans épargner ma famille et ma santé.

Notre position, notre point de vue est exposé dans une déclaration spéciale que nous avons apportée, et qui vous dira sous une forme objective et claire ce qui vous intéresse.

Par malheur nous sommes arrivés trop tard — vous savez tous les conditions pénibles de transport — et nous n'avons pu entendre le rapport de Zinoviev. Nous avons du en prendre connaissance d'après la traduction anglaise, et nous voyons que le compte-rendu accorde beaucoup d'attention à la question italienne. Et précisément parce qu'il est beaucoup parlé de nous, j'étais en droit d'espérer que le mouvement italien était bien connu de nos camarades et qu'ils lui donneraient le respect voulu. Nous avons cru de notre devoir de venir ici, donnez nous le moyen de reconnaître nos erreurs et de les redresser en qualité d'un des partis de l'Internationale.

Outre le rapport de Zinoviev, nous avons lu la brochure publiée par le Comité Exécutif, dans laquelle sont réunis divers documents. Nous remercions le C.E. pour le zèle avec lequel il a objectivement collectionné les matériaux se rapportant au parti italien. Mais nous devons constater que tous les matériaux ne se trouvent pas dans cette brochure. Malheureusement nous ne les avons pas apportés avec nous, n'y étant pas préparés. En général nous écrivons peu, nous nous occupons davantage de combattre la bourgeoisie. Mais je dois aussi noter qu'il y a dans la brochure, dans l'annexe, des documents qui ne se rapportent pas du tout à notre parti. Ce sont les articles de Pazzani sur la Russie Soviétiste; l'auteur n'est pas de notre parti. Evidemment ces articles sont regrettables, mais le parti ne peut en aucune façon en porter la responsabilité.

Le représentant du parti communiste d'Italie a dit ici que les communistes n'ont jamais prétendu faire la scission. A-t-il donc oublié qu'à Imola la fraction communiste décida de sortir du parti, si elle n'y obtenait pas la majorité? De même pour la prise des fabriques. A Turin les ouvriers et les communistes affirmèrent eux-mêmes l'impossibilité de les tenir plus longtemps. Mais ne parlons pas du détail. Prenons les faits.

Dès que nous avons reçu le manifeste de mars 1919, nous avons d'enthousiasme adhéré à la IIIème Internationale. Nous avons vu en elle notre salut, nous avons voulu imiter la révolution russe, suivre sa leçon. Nous n'avons pas agi ainsi uniquement par solidarité internationale, mais nous avons besoin de l'Internationale à cause de la situation économique de notre pays. Nous avons pris la défense de la Russie Soviétiste, et nous

avons honnêtement rempli notre devoir à son égard. Nous avons fait campagne pour la conclusion du traité de commerce entre elle et l'Italie, nous avons considéré la mission de Vorovski comme la véritable ambassade de la Russie Soviétiste. Nous avons toujours fait notre devoir envers le socialisme, dans la guerre comme dans la paix, nous avons toujours tenu haut le drapeau de l'Internationale.

Nous autres, socialistes d'Italie, nous ne pouvions pas promettre beaucoup, nous avons seulement tenu nos engagements. Et il nous est très pénible de nous entendre faire des reproches, après que dans un petit pays nous avons créé un mouvement puissant, qui oblige la bourgeoisie à compter avec nous et qui unit en une force inébranlable les ouvriers les paysans,

Voilà pourquoi nous avons voulu l'unité parmi nous, pour opposer cette unité au front unique de la bourgeoisie. Et voilà pourquoi la scission de Livourne, faite sur le conseil de Moscou, a été si inattendue pour nous. Cette scission nous a affaiblis et sans elle la victoire remportée ensuite aux élections aurait été plus réelle et nous aurait permis par la lutte parlementaire d'arriver au pouvoir.

On nous accuse d'opportunisme et de réformisme. La brochure du C mité Exécutif contient un manifeste publié par notre parti après le Congrès de Livourne. Nous y parlons de notre faiblesse et de nos défauts. Nous assurons que nous avons toujours travaillé à épurer notre parti, dès 1905 nous avons exclu les opportunistes. Nous continuerons encore cette épuration quand nous le jugerons utile, selon les circonstances.

Lazzari cite une phrase de Frossard, disant: „Ni soumission absolue, ni indépendance absolue. Telle est la formule souple et sage.“ Voilà précisément les conditions que nous avons mandat de présenter à la IIIème Internationale.

Nous sommes actuellement en Italie en période préparatoire. Soyez certains que lorsque notre but sera atteint, nous ne reculerons devant rien pour établir la dictature du prolétariat italien.

J'ai pris connaissance des thèses sur la tactique présentées au Congrès. Nous les utiliserons pour le mieux dans notre mouvement et pour le préserver en même temps contre les fantaisies anarchistes et contre les illusions réformistes. Et nous espérons que de ce côté le travail du Congrès ne sera pas inutile même pour la délégation italienne. Vous le comprenez, en acceptant entièrement la responsabilité des décisions que vous prendrez, nous ne pouvons renoncer au devoir d'éviter autant que possible les erreurs et les défaites qui marquent l'histoire du mouvement ouvrier en Allemagne, en Finlande, en Hongrie. Nous sommes prêts à servir la révolution mondiale afin de préparer sérieusement la libération du prolétariat dans notre pays.

Après Lazzari la parole est donnée au représentant du parti Communiste d'Italie Gennari.

L'orateur commence son accusation en rappelant que les socialistes italiens n'ont exécuté aucune des décisions du Comité Exécutif. Il estime de son devoir de démasquer Serrati et la chose est très facile, car il suffit de donner lecture de quelques documents de l'histoire du parti socialiste italien pour que tout le Congrès voie nettement pourquoi les communistes ont eu raison de se séparer du parti socialiste. Evidemment c'est un fait qu'il y a des social-patriotes parmi les socialistes italiens et que si ces social-patriotes n'ont pas réussi à pousser tout le parti dans le marais du social-patriotisme, c'est uniquement parce que tout le prolétariat et même une partie de la bourgeoisie italienne étaient catégoriquement contre la guerre. Et malgré cela Turatti a trouvé le moyen de signer un manifeste en faveur de la guerre impérialiste invitant à souscrire à l'emprunt de guerre.

Pendant la guerre pour le bénéfice de la bourgeoisie internationale, la conduite des réformistes, opposant toujours et constamment le principe de la nation, le principe de patrie, à nos principes révolutionnaires de lutte de classe et de dictature du prolétariat, a été intolérable. La question de l'exclusion des réformis-

les a été soulevée maintes fois. C'est la vieille question critique du parti socialiste italien.

Gennari caractérise l'action déloyale des réformistes par une série de documents et rappelle au Congrès que si l'adhésion à la 3ème Internationale a été votée, c'a été contre Lazzari et Bacci, qui l'estimaient prématurée.

Gennari montre que les opportunistes italiens sont de vrais contre-révolutionnaires. Leur organe est une feuille mensongère insérant des articles contre la 3ème Internationale. La question se pose malgré lui à chacun de nous: pourquoi Turatti et ses amis restent-ils dans le parti socialiste? pourquoi veulent-ils rester dans la 3ème Internationale?

A cette question la meilleure réponse est donnée par Turatti lui-même dans son article: „nous restons, pour ne pas perdre le contact avec la masse, pour ne pas être pas généraux sans armée.“

Appréciant la conduite de Serrati, l'orateur estime qu'elle a toujours été extrêmement hésitante. Serrati, qui a toujours pris la parole contre les maximalistes, n'en est pas moins, devant le danger de la droite, entré lui-même dans la fraction maximaliste des socialistes italiens.

Après lecture d'une série de documents Gennari s'écrie que c'est un mensonge, quand on affirme que la scission de Livourne a été dictée par Moscou. La scission italienne est le résultat d'une longue crise à l'intérieur du parti. S'il est une accusation qu'on puisse porter contre les communistes italiens c'est uniquement d'avoir accompli cette scission trop tard. Aussitôt après le congrès de Livourne le parti socialiste apparut comme purement réformiste. Serrati lui-même continue à s'enfoncer de plus en plus dans la marée opportuniste, accentuant de jour en jour son action de traîtrise.

Aux applaudissements violents de tout le congrès, Gennari termine son discours en commandant de repousser la proposition du parti socialiste italien, en invitant le 3ème Congrès à déclarer le parti socialiste italien hors de la IIIème Internationale. C'est là la seule politique qui puisse permettre de démasquer devant les masses ouvrières d'Italie tous les réformistes, les social pacifistes et les social traîtres.

Le Congrès fait une bruyante ovation à Lénine.

Lénine donne une réplique enflammée aux Serratistes.

Le camarade Lazzari, commence Lénine, nous a demandés de citer quelques faits pour caractériser le réformisme des socialistes d'Italie.

L'existence même des opportunistes dans le parti et cela non pas sous la forme de quelques individus, mais bien de groupes entiers, n'est-ce pas là un fait? demande Lénine aux délégués arrivés de tous les points du monde.

Dès après de second congrès, les réformistes ont ouvert leur campagne contre l'Internationale Communiste. A la veille du Congrès du parti, ils ont convoqué une conférence spéciale à eux. N'est-ce pas là quelque chose de plus qu'une fraction opportuniste?—Dans cette conférence séparée, nous voyons clairement le terme d'un nouveau parti. N'est-ce pas là un fait?

C'est un grand malheur pour n'importe quel parti ouvrier, affirme Lénine, lorsque ce parti ne rompt pas à temps avec ces réformistes. C'est ce qui est arrivé en Allemagne, où le mouvement ouvrier presque juste dans des derniers temps a souffert de ce mal. C'est ce qui arrive aujourd'hui en Italie, où il fallait, dès avant le début de la guerre impérialiste, rompre catégoriquement avec les réformistes.

Lénine ironise sur les déclarations de Serrati et de Lazzari d'après lesquelles l'unique différence qui sépare le point de vue du comité exécutif et des socialistes italiens serait la question de la date à laquelle il faut rompre avec les réformistes. Il y a un an Serrati ne fournissait aucun argument pour prouver la nécessité de l'alliance avec les réformistes. Aujourd'hui le congrès a attendu les arguments de Lazzari, et une fois de plus, il n'a rien reçu.

Lénine repousse délibérément les essais des socialistes italiens pour attribuer au parti communiste de Russie on ne sait quelle tendance à imposer aux autres partis une règle d'imitation aveugle. Tout au contraire, les camarades russes ont déclaré toujours qu'il fallait tenir compte des conditions de temps et de lieu et il ne fallait en aucun cas copier l'expérience de la révolution russe. C'est une chose que nous avons répétée aux partis qui se sont entièrement débarrassés de leurs éléments réformistes.

L'histoire de la prise des fabriques par le prolétariat italien a permis aux réformistes de montrer leur véritable figure avec assez de clarté. Tout le monde voit aujourd'hui que le parti socialiste italien est mûr pour collaborer avec la bourgeoisie. C'est en vain que Lazzari prétend

que le serratiste Modigliani a refusé d'entrer dans le cabinet italien. Modigliani est trop intelligent pour faire une démarche aussi imprudente, il sait trop bien que la meilleure façon de servir la bourgeoisie c'est de rester dans les rangs du parti ouvrier.

Analysant le congrès de Livourne, Lénine rappelle au congrès qu'à ce moment les réformistes avaient seulement 14.000 voix, les communistes 58.000 et les centristes 93.000. Ces chiffres prouvent clairement avec quelle vitesse progresse le mouvement communiste en Italie. Cette vitesse est infiniment plus grande qu'en Russie, où à la veille de la révolution d'Octobre les communistes constituaient déjà une importante minorité en face des réformistes, qui sont en Russie les menchéviks et les socialistes révolutionnaires.

Serrati désire qu'on lui fournisse toute liberté de manœuvre. Nous voyons aujourd'hui en quoi consistent les manœuvres de Serrati. Il a préféré 14.000 journalistes, avocats, fonctionnaires à 58.000 ouvriers communistes.

C'est absolument à tort, déclare en terminant Lénine, que Lazzari essaye de nous persuader que les ouvriers italiens seront affligés de l'exclusion des socialistes de l'Internationale Communiste. Nous sommes absolument convaincus du contraire, car après les éclaircissements du Congrès les ouvriers italiens seront entièrement de notre côté.

La salle applaudit vigoureusement ces dernières paroles et la séance est levée.

Nouvième Séance.

A l'ordre du jour la continuation des débats sur la question italienne.

Après lecture de la déclaration du parti socialiste d'Italie la parole est donnée à Maffi.

L'orateur déclare d'abord qu'après le discours très complet de Lazzari et le beau discours de Lénine, il n'a plus grand chose à dire. Il veut néanmoins profiter de son droit pour dévoiler la mystification du professeur Gennari qui a apporté ici des „croquettes de vérité“, avec lesquelles on peut naturellement prouver ce qu'on veut. Gennari, étant secrétaire du parti n'a pourtant pas formé à l'époque la revue de Turatti, que maintenant il soumet ici à une figure critique. La raison en est que, quel que soit le secrétaire, le parti italien a toujours fait ce qu'il fallait faire et a toujours agi de même.

L'orateur repousse de la même façon les autres accusations de Gennari, (interruptions continuelles et dénégations sur les bancs des Italiens).

Dans son Congrès de Livourne, déclare Maffi, le parti italien a décidé qu'il se soumettrait à toutes les décisions de l'Internationale. Maffi se porte garant qu'au prochain congrès il votera pour les décisions de Moscou, quelles qu'elles soient. Mais il ne peut pas se porter garant pour ses amis, car il n'en a pas le mandat. Il estime pour cette raison qu'il n'y a pas lieu d'exclure de l'Internationale le parti communiste italien.

La parole est donnée à Rakovsky. Il montre les difficultés de la situation qui s'est créée en Italie. La dispersion du prolétariat a permis à la bourgeoisie d'entreprendre une attaque ouverte et furieuse contre la classe ouvrière. En rendre responsables les communistes italiens, restés fidèles à la parole donnée au II-e Congrès, est chose impossible. Le réformisme italien peut rivaliser d'âge avec le réformisme allemand: il a empoisonné le parti italien pendant la guerre. Lorsqu'un orateur, pour ses actes révolutionnaires fut poursuivi par la presse italienne comme un espion allemand, l'„Avanti“ se garda bien de prendre sa défense. La présence des réformistes a empêché le parti italien de suivre une ligne loyalement révolutionnaire. On peut déclarer sans crainte que l'Entente a employé moins de diplomatie pour entraîner l'Italie dans la guerre que le parti italien n'en a employé pour déguiser la véritable attitude de Turatti. Pendant la guerre Turatti, il faut lui rendre cette justice n'a pas trahi son passé. Il est resté ce qu'il était, réformiste et nationaliste. Il a été l'ennemi de la révolution russe. La révolution russe n'a pas à se justifier devant les calomnieux et les réformistes, mais ce sont ces calomnieux et ces réformistes qui goutte à goutte versent le poison dans l'âme du prolétariat italien en lui présentant la révolution sous la forme de je ne sais quelle procession nuptiale, ne connaissant ni terreur ni faim.

Pendant une année entière, dans des publications soi-disant communistes Serrati imagine des théories spéciales pour défendre Turatti. Il veut montrer que Serrati est meilleur communiste que l'Internationale Communiste, et dans la question agraire, et dans la question nationale, et dans la question de la tactique en Angleterre et aux Etats-Unis. Pour cela on met de côté toutes les circon-

stances de temps et de lieu, on imagine je ne sais quel parti communiste fait d'abstraction. Le mouvement anglais ou américain est mis sur le même pied que le mouvement italien. On transporte en Angleterre la situation italienne. Tout cela n'a qu'un seul but: justifier la présence de Turatti. On invente toute une théorie sur les spécialistes. Turatti, dit-on est mauvais communiste mais excellent stratège parlementaire. D'Aragona est réformiste sans doute, mais il est si populaire dans la confédération du travail! On a découvert sur l'unité du parti toute une théorie, d'après laquelle rien n'est trop cher pour obtenir cette unité. Pourquoi Lazzari n'a-t-il pas pensé à l'unité à Berne, à Kienthal et à Zimmerwald. Si le principe d'unité est un principe, si universel et si abstrait, il faut l'observer à tout prix, il ne faut détruire ni le fameux bureau de la II-e Internationale, ni approuver la rupture en Allemagne avec les schiedemaniens et les indépendants.

Mais on prétend que l'Italie est une exception au milieu de tous les autres pays. Quel original communisme nationalisme. C'est d'ailleurs là l'argument habituel des opportunistes de partout. Les opportunistes français disaient que les allemands sont nationalistes, mais que Renaudel est un meilleur gardien de la doctrine socialiste. Les opportunistes allemands ont traité les français de nationalistes, se considérant eux-mêmes comme de meilleurs disciples de Marx. C'est là une vieille histoire.

Vous avez créé la théorie des spécialistes. Mais avec vos spécialistes députés, vous pouvez bien faire un ministre mais non pas la révolution. Avec d'Aragona et Rigoli, on peut merveilleusement saboter le mouvement des ouvriers métallurgistes, mais on ne peut pas faire la révolution avec un parti qui s'efforce de cacher aux ouvriers tous les différends entre les chefs. Par tout cela vous ne pouvez qu'avoir un résultat: c'est d'enlever à la classe ouvrière toute conscience dans ses propres forces. La révolution, vous ne la ferez pas ainsi.

Que ferez-vous donc? Où irez-vous? Marchez vous avec le prolétariat révolutionnaire dans l'Internationale Communiste ou bien retournerez-vous à Vienne et à Amsterdam? Ou bien peut-être constituerez-vous une Internationale deux-trois-quarts?—Non pas. Vous avez trop souvent écrit contre les Scheidemaniens, contre les indépendants, contre les opportunistes français, et le jour où vous proposerez au prolétariat italien de revenir sur ses pas, il vous abandonnera.

Les camarades italiens ont dit ici que le Congrès de Livourne avait décidé de se soumettre au Troisième Congrès quelle que soit sa sentence. Dans ces conditions, vous n'avez pas besoin de convoquer un nouveau congrès, il suffit que votre parti reconnaisse la décision de l'Internationale. Vous devez ici déclarer nettement devant tout le prolétariat uni, devant l'élite de ces représentants, que le parti italien adhère sans réserve aux décisions du prolétariat universel rassemblé à Moscou dans son III-e Congrès.

La parole est donnée à Clara Zetkin.

La situation actuelle de la classe ouvrière en Italie, dit-elle réclame instamment non seulement du parti italien, mais encore du prolétariat du monde entier, qu'il soit créé dans ce pays un parti communiste puissant et unifié. Nous avons vu par les faits comment la bourgeoisie italienne s'est mise à converser avec son prolétariat avec la langue des armes. A la force il faut répondre par la force. Je suis de cet avis que les éléments révolutionnaire du groupe unitariste du parti socialiste d'Italie doivent s'unir étroitement aux communistes pour former un front unique de révolution contre la bourgeoisie. Or, malgré la décision de Livourne, le parti socialiste d'Italie a fait trop peu dans ce sens.

Zetkin rappelle ensuite l'envoi de 50.000 livres par Amsterdam aux syndicats italiens. Il faut expliquer aux ouvriers d'Italie que cet argent vient des traîtres à la classe ouvrière et au socialisme, de ceux qui se sont souillés du sang de 20.000 ouvriers d'Allemagne tués par les schiedemaniens. Ce présent n'avait pas pour but d'exprimer la solidarité internationale de la classe ouvrière, mais de briser la confiance des ouvriers dans le Conseil International des Syndicats rouges. — Or, comment l'„Avanti“ a-t-elle jugé ce présent? Elle a chanté victoire, elle a prononcé des hymnes sur la solidarité ouvrière.

Le moment est venu de dire: Halte-là! Impossible de prolonger pareille politique. Tant que le parti italien ne sera pas débarrassé de Turatti et de sa tendance, lui et les communistes se trouveront toujours entre le marteau et l'enclume de la bourgeoisie. Il est clair que ceux qui couvrent le réformisme de Turatti favorisent la bourgeoisie et nuisent au prolétariat.

Le III-e Congrès doit déclarer formellement à la classe ouvrière italienne qu'elle doit dès à présent se désolidariser de Turatti et de toute sa tendance. Le Con-

grès doit indiquer à nos amis les communistes d'Italie les méthodes réelles de combat. Le Congrès doit dire aux camarades Lazzari et Maffi que la solidarité internationale des ouvriers les oblige eux aussi, qui sont la chair de la classe ouvrière italienne à dire à leur prolétariat toute la vérité sur le Congrès et à devenir de loyaux intermédiaires pour l'union et le rassemblement des forces de toute la classe ouvrière italienne. Le bon moyen de fortifier et de développer la conscience de la classe ouvrière d'Italie, ce n'est pas de faire du nationalisme, mais c'est d'être internationaliste. (Applaudissements).

La parole est donnée à Trotski. Je ne reprendrai pas maintenant, à la suite de Lazzari, l'histoire du parti italien, déclare Trotski.

Je voudrais seulement faire l'analyse de la situation actuelle. Le parti a fait en apparence une propagande révolutionnaire, sans penser sérieusement aux conséquences. Cela l'a conduit à un certain résultat. Les événements de septembre sont le résultat de cette propagande. Mais qu'a fait le parti italien, lorsque les ouvriers eurent compris cette propagande révolutionnaire et en eurent tiré des conclusions pratiques sérieuses! — Il s'est détourné d'eux. Il a refusé de conduire le mouvement. Par là même il a annulé les résultats de tout son labeur. Les ouvriers se sont forcément pénétrés de méfiance envers la propagande politique, et Turatti a merveilleusement profité de cela. Il a pu montrer aux ouvriers que la propagande révolutionnaire a des conséquences funestes. Vous avez cru, leur a-t-il dit, et vous avez été échaudés. C'est donc qu'il ne faut pas croire la propagande révolutionnaire.

Telle est la signification concrète des événements de septembre. Dans le passé vous n'avez eu qu'une énorme phraseologie révolutionnaire qui dans l'application est apparue comme manquant de sérieux. Vous avez désorganisé la classe ouvrière, en renonçant à votre propagande au moment même où elle commençait à entrer dans la pratique.

Serrati a toujours défendu le principe de la concentration des forces. Il voulait constituer un parti dans lequel il y aurait à la fois des réformistes, des centristes et des communistes. Il a émis cette idée au nom de l'unité de la révolution, au nom de sa marche victorieuse. Mais une concentration des forces est-elle possible au nom de la révolution lorsqu'il y a des éléments qui n'ont pas le moindre désir de faire la révolution? Or vous ne pouvez pas dire sérieusement que Turatti veuille la révolution, puisque lui-même écrit et dit le contraire. En réalité, au lieu de concentration des forces, ce principe a conduit à des résultats tout à fait opposés. Vous avez ruiné le crédit du parti et de la propagande révolutionnaire dans la classe ouvrière. Aujourd'hui il faudra au jeune parti communiste d'Italie beaucoup d'énergie et beaucoup de travail, pour récupérer la confiance de la classe ouvrière. Sous prétexte de concentration des forces en vue de la révolution, après Livourne, tout le parti a tourné à droite, en commençant par ses chefs et en finissant par son organe.

Vous dites que Turatti se soumet à la discipline du parti. Mais bien souvent on se soumet à la discipline de façon tout à fait extérieure. Nous autres communistes, dans la société bourgeoise, nous nous soumettons aussi à la discipline de cette société. Mais nous nous y soumettons en la combattant, en créant des organisations illégales, en tâchant de supprimer la nécessité de cette subordination. De la même façon Turatti se soumet à la discipline du parti. Tout à la fois il crée son organisation illégale et ses organes ou il vous tourne en dérision, afin d'élargir le plus possible cette discipline, afin d'en supprimer la nécessité de s'y soumettre.

Il n'est pas du tout nécessaire que Turatti entre dans le gouvernement italien. Turatti n'est pas un simple carrieriste tout l'idéal soit contenu dans un portefeuille ministériel. Certainement, quand on lui propose un de ces portefeuilles il répond: „Quel besoin en aurais-je? Pour le perdre à la prochaine crise ministérielle, et pour perdre à la fois mon influence sur les masses ouvrières? Gardez votre portefeuille, quant à moi je resterai dans le parti et je continuerai dans son sein à servir la démocratie. Turatti est homme d'Etat intelligent et avisé, et non pas une figure d'occasion n'ayant aucune importance pour le parti dans lequel il se trouve.“

Lorsqu'on vous a cité ici les paroles et les écrits de Turatti, vous avez dit que c'était là des manifestations personnelles dont le parti n'est pas responsable. Représentez-vous qu'au même instant où nous vous combattons ici, Giolitti s'informe par téléphone auprès de Turatti s'il n'est pas dangereux que Lazzari aille à Moscou. Et Turatti lui répond. C'est là une action personnelle de Lazzari pour

laquelle le parti n'est pas responsable. Vous comprenez fort bien que Giolitti n'est pas assez bête pour prendre au sérieux cette déclaration. Pourquoi donc essayez-vous de nous faire croire que pour votre parti ce que dit et ce que fait Turatti n'a pas d'importance.

Vous avez parlé ici de votre enthousiasme devant la Russie Soviétiste et devant ce qu'a fait le parti communiste. C'est un sujet très délicat. Je parle ici non seulement de vous mais de tous les étrangers. Vous avez vu ici une revue de l'armée rouge. Mais nos soldats rouges sont sans chaussures. Vous avez vu ici nos enfants, mais nos enfants sont affamés. Nous avons chez nous la misère, une immense misère matérielle. Et celui qui est pénétré d'enthousiasme à l'égard de la Russie Soviétiste est exposé à toutes les désillusions quand il voit notre misère, s'il n'est pas un véritable communiste. Quant à celui qui utilise cette misère contre nous, celui-là est tout bonnement contre nous. C'est là l'attitude de Turatti. Il dit que la Russie Soviétiste, sous la forme de l'Internationale, possède une arme avec laquelle elle veut allumer partout la révolution pour se sauver elle-même. Evidemment nous voulons voir la révolution accomplie partout le plus vite possible. Mais ce que dit Turatti de notre intention, c'est le mensonge le plus odieux de nos ennemis, car si nous voulions réellement la révolution chez vous sans tenir compte de votre situation, uniquement pour assurer notre salut, alors il faudrait nous fusiller.

Comment donc voulez vous que le bourreau et sa victime se trouvent dans une seule et même Internationale? Nous avons érigé dans la malheureuse et retardataire Russie la première colonne de la révolution internationale. Nous la défendons de toutes nos forces. Si en Allemagne, en France, en Italie, nous érigeons une seconde colonne semblable, 90% de notre rôle dans la révolution mondiale passerait chez vous. Nous en serions infiniment heureux et avec toute l'énergie dont nous sommes capables nous défendrons votre colonne. Mais tant que les choses n'en sont pas arrivées là, votre colonne est en même temps la vôtre, et vous devez la défendre. Turatti a dit que notre Internationale est imaginaire. Il me semble, quand j'écoute vos discours et les discussions qui s'en suivent, que la présence de Turatti dans notre internationale est une sorte d'intrusion.

La parole est donnée à Lorient. En défendant son parti, dit l'orateur, Lazzari a rappelé tout le temps son glorieux passé. Je dois assurer que personne de nous n'a oublié les mérites du parti italien. Pendant la guerre, à Zimmerwald, notre gauche a trouvé fréquemment du soutien dans ce parti mais Martov lui aussi était présent à Zimmerwald. Nous devons juger non pas du point de vue historique, mais d'après les réalités présentes. Le parallèle que Lazzari a essayé d'établir entre les partis français et italien sous une forme désavantageuse pour nous, ce parallèle doit être transporté à la date d'aujourd'hui. Vous n'êtes pas en droit, d'après l'exemple de Serrati au Congrès de Livourne, de jeter la pierre au parti français. A ce Congrès on a critiqué notre parti en indiquant ses côtés faibles. Nous acceptons cette critique, nous reconnaissons qu'il y a dans le parti français des éléments qui ne sont pas parfaitement communistes, qu'il y a certaines survivances de réformisme. Mais dans l'ensemble est-il permis d'accuser d'opportunisme le parti français?

Si on demande: le parti français est-il en marche vers la révolution? Nous devons répondre: oui, il est encore trop faible pour faire opposition à la bourgeoisie, mais il possède la volonté et l'énergie révolutionnaire.

Au contraire le parti italien est en marche vers la contre-révolution. On a beaucoup parlé ici de Turatti, mais il ne s'agit pas seulement de lui, mais bien de l'esprit réformiste dont est pénétré tout le parti socialiste d'Italie.

Quelle est l'histoire de notre parti français? Qu'est-il arrivé après la scission avec Paul Faure, Mistral, Longuet et autres? — Ils travaillent au Populaire dont le principal inspirateur est Leon Blum, ce bras droit de la bourgeoisie. Ils sont liés bras et jambes, ils sont entraînés par lui dans l'abîme de la trahison définitive. Contre leur volonté ils glissent rapidement sur la pente fatale. Dans votre parti aussi, camarade Lazzari, Serrati est exploité par tous les social-traitres et glisse sur cette même pente qui conduit fatalement à la collaboration sans réserves avec la bourgeoisie. Prenez par exemple votre Alexandri, collaborateur permanent de ce même Populaire. Ceux d'entre vous qui sont sincères et dévoués à la cause révolutionnaire doivent rompre définitivement avec les réformistes. Ce sera votre seul moyen de bien servir la cause de la révolution mondiale.

La parole est donnée à Losovsky. Les représentants du Parti Socialiste d'Italie, dit-il, ont indiqué ici que la po-

litique du parti coïncide avec celle de la confédération du travail. Cela est faux. Une résolution a été prise à Livourne, d'après laquelle la confédération du travail devait sortir de l'association d'Amsterdam et adhérer au Conseil International des Syndicats rouges. Or, que fait la confédération du travail? Adhère-t-elle à Moscou? — Tout au contraire, elle se rapproche de plus en plus d'Amsterdam. Elle envoie à Amsterdam des demandes de secours, elle demande son aide contre les fascistes. Elle accepte d'Amsterdam 50.000 livres. Les ouvriers italiens doivent savoir que ceux qui ont envoyé cet argent sont les alliés des industriels d'Italie et des autres pays.

Naguère nous avons reçu une invitation de la confédération du travail d'Italie à convoquer le congrès des syndicats rouges à Stockholm ou à Revel. Nous avons répondu que nous n'avions aucun moyen de satisfaire ce désir. Mais hier nous avons reçu une lettre dans laquelle d'Aragona nous explique pourquoi il désire convoquer le Congrès à Stockholm ou Revel. Il faut, dit-il, avoir des garanties pour les délégués. En d'autres termes, d'Aragona attend des gouvernements bourgeois de Suède et d'Esthonie plus de garanties pour les délégués que de Moscou révolutionnaire. Cette lettre est très "souple", mais peu intelligente. C'est dire clairement qu'on veut rester dans l'Internationale d'Amsterdam.

Depuis Livourne, le parti glisse de plus en plus vers la droite. Je prémunis les camarades italiens contre ces erreurs et contre les intentions cachées de la confédération du travail de leur pays.

Au nom de la délégation ukrainienne, Rakovsky propose d'interrompre les débats, vu que la question est suffisamment éclaircie et qu'il sera désormais difficile d'apporter quelque chose de nouveau.

Koenen, au nom de 9 délégations, apporte la résolution suivante sur le compte rendu de la gestion du Comité Exécutif.

Résolution sur le rapport du C. E.

Le Congrès prend avec satisfaction connaissance du rapport du Comité Exécutif et constate que la politique et l'activité du C. E. pendant l'année écoulée, avait pour objet la réalisation des décisions du IIème Congrès. Le Congrès approuve en particulier, l'application par le C. E. aux différents pays des 21 conditions formulées par le II Congrès, le Congrès approuve également l'activité du C. E. dans le but de favoriser la formation de grands partis communistes des masses et la lutte décidée contre les tendances opportunistes qui s'étaient manifestées dans ces partis.

En Italie l'attitude prise par le groupe de chefs autour de Serrati immédiatement après le II Congrès mondial montra qu'il n'avait pas sérieusement la volonté de réaliser les décisions du congrès mondial et de l'Internationale Communiste. Mais c'est surtout le rôle joué par ce groupe de chefs lors des luttes de septembre, son attitude à Livourne et plus encore la politique qu'il a suivie depuis, qui ont démontré clairement qu'ils voulaient se servir du communisme comme d'une enseigne cachant leur politique opportuniste. Dans ces conditions, la scission est inévitable. Le Congrès approuve l'intervention décidée et ferme de l'Exécutif dans ce cas, qui a pour l'Internationale Communiste une portée de principe. Il approuve la décision du C. E. qui alors a immédiatement reconnu le Parti Communiste d'Italie comme seule section communiste de ce pays.

Après la sortie des communistes du Congrès de Livourne, le Congrès a adopté la résolution suivante présentée par Zentivoglio.

Le III Congrès Mondial de l'Internationale Communiste est persuadé que cette résolution est imposée au groupe des chefs Serrati par les ouvriers révolutionnaires. Le Congrès attend que les éléments révolutionnaires et prolétariens feront tout après les décisions du III Congrès Mondial pour mettre effectivement en exécution ces décisions.

A l'appel présenté par le Congrès Mondial, le Congrès Mondial déclare ultimativement:

Aussi longtemps que le P. S. I. n'aura pas exclu ceux qui ont participé à la Conférence de Reggio Emilia et ceux qui les soutiennent, le P. S. I. ne peut pas appartenir à l'Internationale Communiste.

Cette condition préalable ultimative sera remplie. Le Congrès Mondial charge le C. E. d'entreprendre les démarches utiles pour unir le P. S. I., purifié des éléments réformistes et centristes et le P. C. I. en une section unifiée de l'Internationale Communiste.

En Allemagne, le congrès du Parti Socialiste Indépendant tenu à Halle a été la suite des décisions du deuxième Congrès mondial qui ont dressé le bilan de l'évolution du mouvement ouvrier. L'intervention de l'Exécutif tendait à la formation d'un fort parti Communiste en Allemagne, et l'expérience a montré que cet te politique était juste.

Le Congrès approuve entièrement l'attitude de l'Exécutif dans les événements ultérieurs qui s'étaient déroulés au sein du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Le Congrès attend du C. E. qu'il appliquera aussi dans l'avenir les principes de la discipline révolutionnaire internationale.

L'admission du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne en qualité de parti sympathisant de l'Internationale Communiste avait pour but de s'assurer, par cette épreuve, si ce parti se développerait dans le sens de l'I. C. La période écoulée est suffisante à cet égard. Il est temps de demander au P. C. O. d'Allemagne l'affiliation, dans un délai déterminé, au Parti Communiste ou bien, dans le cas contraire, de décider son exclusion de l'Internationale Communiste en tant que parti sympathisant.

Le Congrès approuve la façon dont le C. E. a appliqué les 21 conditions au Parti Français, ce qui a permis de soustraire de grandes masses ouvrières se trouvant en marche vers le communisme, à l'influence des opportunistes longuétistes et des centristes et d'accélérer cette évolution. Le Congrès attend de l'Exécutif qu'il contribue, aussi à l'avenir, au développement du Parti afin de fortifier la clarté de ses principes et sa force combative.

Dans la Tchéco-slovaquie, le Comité Exécutif a suivi avec patience et en tenant compte de toute la situation, le développement révolutionnaire d'un prolétariat qui a déjà fourni des preuves de sa volonté et de sa faculté de combattre. Le Congrès approuve la résolution du C. E. qu'il veille à l'application intégrale également au Parti Tchéco-slovaque des 21 conditions et qu'il s'emploie à la formation dans un bref délai, d'un parti communiste centralisé et soumis à une direction communiste ferme; de même il est nécessaire de réaliser le plus rapidement possible la lutte systématique pour la conquête des syndicats et pour leur unification internationale.

Enfin, le Congrès repousse les arguments opposés par des adversaires ouverts ou masqués du communisme contre une forte centralisation internationale du mouvement communiste. Il est, au contraire, d'avis que les partis communistes liés indissolublement en un faisceau ont besoin d'une direction politique centrale douée de plus d'initiative et d'énergie encore, ce qui peut être assuré par l'envoi à l'Exécutif de leurs meilleures forces. Ainsi par exemple l'intervention de l'Exécutif dans la question des sans-travail et dans celle des réparations n'a été ni assez rapide ni assez efficace. Le Congrès attend que l'Exécutif, soutenu par une collaboration renforcée des partis affiliés, améliore le système de liaison avec les partis et que la participation renforcée des délégués des partis à l'Exécutif lui permette, dans une mesure encore plus grande que jusqu'ici, de remplir les tâches croissantes qui lui incombent.

Pour les délégations du parti communiste

d'Italie—*Terracini*

de Bulgarie—*Kolarov*

de Pologne—*Varski*

d'Allemagne—*Talheimer,*

Froelich

de Norvège—*Chefsto*

de Tchéco-Slovaquie

(section allemande)—*Krebich*

de Hongrie—*Szanto*

d'Autriche—*Frei*

de Suisse—*Rosa Grimm*

de Roumanie—*Badelescu*

Pour l'Internationale

de la Jeunesse—*V. Munzenberg*

Au nom de la délégation française, Lorient déclare que cette délégation n'a pas signé le projet de résolution, parce que la question allemande, qui se divise en deux parties, les événements de mars et le K. A. P. D., ne peut pas être étudiée comme un tout, de la même façon que le Congrès a étudié la question italienne. La délégation française estime que les événements de mars doivent être soumis à un examen spécial dans une commission spécialement définie. Il est également nécessaire que les délégations puissent examiner la question de la façon dont les relations seront réglées entre le K. A. P. D. et le parti unifié. C'est pourquoi la délégation propose d'interrompre les débats et de remettre le vote après la fin des travaux de la Commission proposée.

Le K. A. P. D. en la personne de son délégué soutient dans l'ensemble la proposition française. Il demande de voter la résolution par articles et propose une nouvelle rédaction du paragraphe concernant le K. A. P. D.

Radek et Zinoviev protestent énergiquement contre la proposition française. Zinoviev caractérise cette proposition soit comme un malentendu soit comme un manque de conscience envers le Comité Exécutif.

Rolland Holst, au nom de la minorité de la délégation hollandaise, soutient le K. A. P. D. et invite le Congrès à ne pas refuser sa reconnaissance à ce parti. Elle suscite par le une réplique de Radek sur "l'innocence opprimée" en la personne du K. A. P. D.

En même temps les débats sont compliqués par l'opposition du parti unifié d'Allemagne (les partisans de Levi) qui protestent d'abord contre la proposition française et qui s'y joignent ensuite après réplique de Heckert et de Zinoviev, qui montrent qu'une expression de méfiance envers le comité exécutif en cette matière est une condamnation de Levi. La conduite de l'opposition du parti unifié suscite une vive réplique de Radek.

La délégation française demande une interruption de 10 minutes. Après quoi Lorient déclare que la délégation retire sa déclaration et votera la résolution proposée, tout en protestant en même temps contre l'accusation portée contre la délégation française de vouloir exprimer sa méfiance au Comité Exécutif par sa précédente opposition.

La parole est donnée à Zinoviev pour clôturer la question. Celui-ci, vu son état de santé, déclare se borner à une brève allocution.

Zinoviev trouve que finalement on a fait très peu de critiques au Comité Exécutif. En ce qui concerne l'Italie, il n'a rien à ajouter. Le question a été épuisée par les discours de Lénine, Genari, Rakovski, Zetkin et autres orateurs. Il constate avec satisfaction que, sur la question italienne du moins, Zetkin s'est montré dans la partie matérielle d'accord avec le Comité Exécutif. Zinoviev cite ensuite un article de Kurt Geyer inséré dans le "Soviet", organe de Levi, dans lequel il est dit que la défaite subie par les communistes lors des élections italiennes est une défaite du Comité Exécutif de l'Internationale. La chose est fautive. Le jeune parti communiste, entouré d'ennemis de tous côtés, a reçu 16 mandats. Ce n'est pas là une défaite. Mais même si c'en était une, il ne faudrait pas dire qu'elle est celle du Comité Exécutif. Zetkin a indiqué dans son discours que dans la question italienne, qui a servi de prétexte à sa sortie du Comité Central, elle n'avait aucune directive du Comité Exécutif. Mais elle pouvait prévenir le Comité Exécutif par lettre. Elle a été ici à Moscou. Tout cela montre qu'elle n'a pas raison.

Les représentants du parti communiste ouvrier d'Allemagne ont dit qu'il ne leur était pas facile de consentir à la proposition qui leur est faite de se fondre avec le parti unifié. A nous aussi la chose n'est pas facile. Nous ne voulons pas les perdre, mais nous ne pouvons admettre la violation de notre programme. Nous avons attendu jusqu'à présent, nous pouvons attendre encore trois mois, mais après ce délai ils doivent se décider.

Markovitch, représentant du parti yougo-slave, n'a rien répliqué à ce que j'ai dit sur les tendances centristes existant dans son parti. Je dois lui répondre que lors d'une conférence que j'ai eue avec les délégués yougo-slaves après leur arrivée, ils n'ont pas été d'accord avec le point de vue de l'Internationale Communiste sur les questions italienne et allemande.

Zetkin, continue Zinoviev, a dit que les nominations de nos représentants à l'étranger n'avaient pas été heureuses et que leur conduite avait été trop légère. Je dois répondre qu'ils ont fait tout ce qu'ils ont pu. Il ne faut pas l'oublier, alors que Serrati nommait nos représentants "les cardinaux" et Levi "les représentants du Turkestan", Zetkin a eu tort de qualifier leurs actes de pris à la légère, car leurs actes sont couverts par le comité exécutif. Nous prions les autres partis de nous fournir des camarades actifs et éprouvés pour travailler au Comité Exécutif et pour être envoyés en mission dans tel ou tel pays.

Nous abordons maintenant le vote des résolutions. Nous voterons sur les questions partielles de Halle, de l'exclusion de Levi, de l'opposition dans le parti unifié à propos des actions de mars, après avoir examiné le point sur la tactique. Mais je dois dire à l'opposition allemande qu'il faut fixer ces regards sur l'avenir, et non sur le passé. Levi peut être leur ami personnel, mais je voudrais que l'Internationale et les intérêts du prolétariat leur soient encore plus chers.

(Applaudissements).

Le Congrès passe ensuite à la mise aux voix de la résolution reproduite plus haut. La résolution est adoptée à l'unanimité au milieu de longs applaudissements et au chant de l'Internationale.

Déclaration des délégués du parti socialiste Italien au III-e Congrès de l'Internationale communiste.

A la suite des décisions du II-e Congrès de Moscou le Parti P. S. I. qui avait un des premiers adhéré à l'Internationale Communiste et en avait même été un des fondateurs lors des réunions de Zimmerwald et de Kienthal, réunit son Congrès à Livourne, en janvier 1921 afin de discuter les 21 conditions à l'acceptation desquelles venait d'être subordonné le droit de rester incorporé dans la III-e Internationale.

Le Congrès en majorité absolue se prononça pour l'ordre du jour suivant:

Le P. S. I. retient nécessaire de renforcer son unité sur les fondements d'une homogénéité plus stricte de ses organes et de ses effectifs, et à tel effet exige un système de plus forte centralisation de manière que chaque membre et chaque organe du parti subordonne son action à l'intérêt général et au résultat intégral; de même que toute autre activité, l'œuvre intellectuelle de propagande devra être contrôlée.

Dans le même but le Congrès se propose de prendre toute mesure nécessaire pour que dans le champ de l'action syndicale, la pensée et les objectifs politiques priment sur les visées d'opportunité momentanée ou rarement professionnelle, si les organes centraux du mouvement économique syndical restent subordonnés au parti politique.

En conséquence de quoi il reconnaît qu'il est indispensable de conserver au Parti son unité compacte afin qu'il puisse arriver plus rapidement et en meilleur état à la conquête de tout le pouvoir politique. Pour cette conquête tout moyen peut être adopté pourvu qu'il se maintienne dans les limites d'une intransigeance de classe absolue, et qu'il concorde avec le but de la Révolution Communiste, laquelle exige l'intégration de l'œuvre politique par l'œuvre économique des syndicats ceci implique l'organisation légale ou non légale de tout ce qui peut contribuer à l'éducation des masses et à leur acheminement vers la conquête révolutionnaire, de tout ce qui peut servir d'instrument de conquête ou jeter les fondements des organes, qui se substitueront à ceux de la société actuelle. Passant à la discussion des rapports entre le P. S. I. et l'Internationale communiste le Congrès confirme encore une fois son adhésion première et spontanée à ce groupement international ainsi qu'aux décisions du récent congrès de Moscou. Déclare par conséquent que après le dit Congrès il accepte en leur substance et intégrité les 21 conditions en y ajoutant encore l'exclusion des clauses francs-maçons et pour ce qui est de leur exécution il veut que les 21 clauses soient interprétées selon les conditions d'ambiance et les exigences historiques du pays auquel on les applique, d'accord d'ailleurs sur ce point avec le Com. Exécut. de l'Internationale comme il ressort des points 16 et 21 ainsi que des procédés déjà adoptés vis à vis d'autres pays.

Etant entendu que quiconque adhère aux principes de l'Internationale Communiste doit le faire de plein consentement et avec la ferme intention de les traduire en actes;

En dernier lieu à propos des conditions exposées dans la 17 clause le Congrès considérant le P. S. I. n'a pu reprocher aucune défaillance au cours des années de la guerre maudite et voulant éviter que le nom glorieux du P. S. I. si bien connu aux foules prolétaires, puisse être usurpé par des transfuges d'hier et de demain propose au Com. Exécut. de l'Internationale de consentir à ce que provisoirement ce nom soit maintenu, sans que cependant il soit fait de cette question une condition essentielle pour adhérer à l'Internationale Communiste, de laquelle le P. S. I. attend et espère dans l'avenir un appui plus immédiat plus soutenu plus fraternel.

Après que le Com. Exécut. de l'Internationale eut déclaré que par cet ordre du jour le P. S. I. se mettait alors de la III-e Internationale le Congrès adoptait cette autre notion (Bentivoglio) à l'unanimité:

„Le XVII Congrès du P. S. I. confirmant encore une fois des décisions par lesquelles il statuait son adhésion à la III-e Internationale en acceptant sans aucune réserve les méthodes essentielles, protesta contre la déclaration du représentant du Com. Exécut. qui prononce l'exclusion du P. S. I. de l'Internationale et qui ne peut être fondée que sur une différence de vues à l'égard de circonstances contingentes relatives à l'actualité italienne, désaccord qui pouvait et devait être éliminé en un esprit de cordialité fraternelle. Et affirmant encore son adhésion à la III-e Internationale le congrès du P. S. I. s'en remet au prochain Congrès International pour que le différend y soit élucidé et s'engage de céder à accepter et à appliquer les décisions de cette suprême instance.

Les délégués du P. S. I. se fondant sur le § 9 des Statuts de l'Internationale

soumettent au III-e Congrès de l'Internationale Communiste les raisons qui ont inspiré à la majorité du Congrès de Livourne des décisions qu'on vient de citer:

1) Le Congrès du P. S. I. n'a point enfreint la discipline internationale puisqu'il accepte intégralement et explicitement les 21 points. En effet l'ordre du jour dit expressément qu'on accepte les 21 clauses en leur substance et intégrité. Le Congrès du P. S. I. a seulement posé au Com. Exécut. 2 questions qu'il priait de vouloir discuter et résoudre de plein accord, il s'agissait des procédés auxquels on aurait recours pour exclure les réformistes et adopter le nom nouveau de parti communiste.

2) Pour ce qui est de l'exclusion des réformistes le Congrès de Livourne dans sa majorité n'a soulevé aucune objection. Le P. S. I. peut s'en appeler ici à ses traditions rigides qui datent d'avant la fondation même de l'Internationale Communiste: en 1912 les réformistes Bissolati, Bonomi, Cabrini, Podrecca et autres furent exclus du parti pour avoir enfreint la discipline et la tactique du P. S. I.; en 1914 on décida d'exclure les francs-maçons dont on avait constaté constamment l'œuvre pernicieuse au sein des organisations socialistes qu'ils poussaient vers la collaboration des classes et les blocs de gauche, en 1915 les partisans de la guerre furent de même exclus du parti. Jamais la majorité du parti ne s'est dissimulé le fait que maints éléments restés dans le Parti continuaient malgré leurs promesses de respecter la discipline à favoriser une politique fait de opinions de compromis qui ne soit guère conforme aux aspirations de la majorité des militants et aura relevé les écarts à diverses reprises ceci porte certainement dommage à l'action du Parti et sont un danger pour son avenir. Il convient certainement d'y éliminer ce danger. Mais il faut savoir choisir le moment et les procédés de cette opération. C'est sur ce point seulement que le désaccord s'est manifesté. Un groupe de camarades qui se sont définis „communistes purs“ a soutenu au Congrès de Livourne qu'il fallait procéder immédiatement à l'exclusion des réformistes, tandis que la majorité ne croyait pas encore venu le moment opportun en ce sens que surtout les masses ouvrières ne semblaient guère avoir acquis une vision nette de la nécessité de cette brusque séparation immédiate.

Cette manière d'envisager la situation pouvait donner lieu à une discussion et une valuation mais elle ne pouvait constituer une infraction de discipline internationale entre les opinions adverses. Dans l'appel même qui prélude à la convocation du premier congrès communiste on avait clairement dit, que l'élimination des éléments réformistes et centristes devenait absolument nécessaire dès qu'on était parvenu à une certaine phase de la lutte ce qui implique un examen des circonstances au milieu desquelles s'explique l'action d'un parti à tel moment donné. De même ce premier congrès de l'Internationale Communiste dans une de ses thèses relatives à la politique envers les autres courants socialistes décidait que la scission organique est une nécessité historique et qu'il appartient aux communistes des différents pays de déterminer en fonction du degré de développement atteint par leur nation le moment précis où cette scission doit s'effectuer.

Ce point de vue sur les coordonnées objectives de la tactique communiste a été confirmé par le II-e Congrès puis que le 10-ème point des „conditions“ stipule que le Comité Exécutif devra prendre en considération les conditions variées dans lesquelles chaque parti est obligé d'œuvrer et de lutter.

La majorité du P.S.I. se fondant sur de multiples faits dont elle jugeait avoir une exacte notion a cru que dans l'intérêt même du prolétariat italien la scission ne devait pas s'effectuer immédiatement. Le parti et les masses ouvrières étaient encore sous l'impression des événements de septembre alors que l'occupation des usines avait été entreprise avec consentement absolu de toutes les fractions du parti, et n'ayant pas abouti à la révolution, non parce que les avis se fussent partagés, mais parce qu'on ne disposait pas de la réparation technique nécessaire ni de forces suffisantes pour passer à une offensive contre les forces de l'armée et de la police mobilisées par le Gouvernement. Le Conseil National de la C.G.T. s'était prononcé en ce sens; et cet avis a été soutenu par plusieurs des délégués de Turin, de la ville qui entre toutes semblait au point de vue technique la mieux armée pour la lutte.

La direction du parti dont la majorité alors était constituée par les hommes qui devaient par la suite passer dans la phalange des „communistes purs“ se révéla assez irrésolue et bien peu préparée aux débuts et pendant toute la période du mouvement de même qu'elle s'était montrée peu sûre d'elle-même lorsque les

réactionnaires avaient brûlé la rédaction de „Avanti“ et encore quand avait éclaté la révolte à Ancone; de même plus tard les événements de Bologne (novembre 1920) devaient la surprendre sans la pousser à une action décisive. A l'occasion de l'occupation des usines, cette direction communiste malgré les pleins pouvoirs que lui abandonna le Comité Exécutif de la C.G.T. ne crut pas devoir oser encourager l'extension du mouvement et elle ne s'opposa pas à sa conclusion pacifique.

En outre il faut se rappeler qu'aux yeux des masses insouciantes discussions théoriques les hommes de l'aile droite du P.S.I. paraissent suffisamment disciplinées en toutes leurs actions. Ils ont été adversaires de la guerre, ils ont adhéré à Zimmerwald ainsi qu'à l'Internationale Communiste, ils ont vigoureusement défendu la révolution russe, ils ont approuvé l'occupation des usines et s'ils n'ont pas préconisé l'extension de ce mouvement, ils se trouvaient d'accord sur ce point avec maints communistes. Dans les syndicats ils occupent des postes importants en jouissant de la confiance complète de leurs mandataires et ce ne serait pas chose facile de les y remplacer.

Par contre les principaux fauteurs de la scission immédiate ces „purs“ qui se croyaient suffisants en nombre et en capacités pour accaparer toute la direction du mouvement politique et syndical n'ont été jusqu'à présent que prodiges en promesses, mais sur le terrain des réalités politiques et économiques ils ont dû ou presque ne rien faire ou s'engager dans de désastreuses aventures.

Tous ces faits acquis ont préoccupé la majorité de Livourne et déterminèrent son attitude et son vote. Tous ces faits ont été soumis au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et sont maintenant présentés au congrès de l'Internationale pour lui démontrer que ce ne sont point des divergences substantielles de doctrine ou de tactique ni le mesquin souci de ménager des personnes ou des groupes mais des raisons très sérieuses de politique qui nous inspirèrent dans l'estimation prudente que nous devons faire des circonstances favorables ou défavorables la scission.

En termes non équivoques des délégués d'autres nations ont déjà relevé devant ce congrès ce qu'il y a eu d'irrégulier et de mal préparé dans le geste sécessionnaire du congrès de Livourne. En Itali le fait que la plus grande partie des syndicats s'est trouvée d'accord avec la majorité du parti socialiste et que plusieurs minorités qui avaient suivi les „purs“ au congrès de Livourne retournent maintenant vers le P. S. I. démontre assez que la majorité de Livourne a vu juste.

Nous croyons avoir exposé en ces termes exacts la controverse que le congrès International est invité à résoudre.

Quant à la question du nom, l'ordre du jour voté à Livourne n'a pas besoin de commentaires. On y met en évidence que les raisons formulées par l'Internationale en un sens général ne peuvent être appliquées au P. S. I. Le P. S. I. a maintenu pendant toute la durée de la guerre une attitude telle que si on voulait le déclarer entaché de social-patriotisme, aucun parti du monde ne saurait, à lui comparé, être jugé digne de prendre place dans l'Internationale Communiste.

Par l'ordre du jour Bentivoglio le P. S. I. a définitivement tracé sa ligne de conduite. Il restera avec la III-ème Internationale. Il n'admettra aucune déviation du terrain de la lutte des classes et il condamnera comme il le fit toujours toute tactique de collaboration avec le bourgeois. La Direction du P. S. I. a déjà décidé de convoquer un nouveau congrès où certainement en cette époque qui est l'une des plus difficiles et des plus décisives de la politique italienne, ce problème sera posé tel que nous l'impose la situation.

La place du P. S. I. est et sera toujours avec la révolution jamais contre la révolution.

Errata — corrigé.

Sur le compte-rendu de la séance de l'Exécutif du 20 juin qui a été imprimée sur le „Moscou“ du 30 juin, est compris la relation que j'ai faite sur la situation de notre mouvement en Italie. Il y a sur ce compte-rendu beaucoup d'erreurs que je désire qui soient corrigées. C'est pour cela que je vous prie d'imprimer la présente que je vous adresse.

La scission du Parti socialiste a eu lieu non à Bologne, comme vous me l'avez fait dire, mais à Livorno.

Dans la délégation que le Parti socialiste d'Italie a envoyée au 2-e congrès, Bordiga n'était pas vraiment le seul représentant de la pensée maximaliste. Il y avait aussi avec lui Bombacci et Graziadei qui sont maintenant parmi les meilleurs camarades du Parti Communiste d'Italie.

La discussion dans laquelle la partie qui accepta l'application des 21 conditions pour l'adhésion à la III Internationale est restée en majorité eut lieu non dans un congrès du Parti, mais dans une séance du Comité Exécutif du Parti. Vous savez bien qu'au contraire dans le congrès du Parti les communistes disciplinés aux délibérations du 2-e congrès de l'Internationale sont restés en minorité.

A Florence n'a pas eu lieu un congrès du Parti, mais seulement une réunion du Comité Exécutif et à cette occasion, en discutant la question du fascisme, on parla non pas d'un gouvernement d'Italie dirigé par Serrati, mais seulement d'un gouvernement d'Italie dirigé par Turatti.

Au congrès de Livourne c'était Baratonno qui parla pour les unitaires et non pas un fantastique Brentano. Et dans ce congrès j'ai démontré non pas que parmi les programmes des unitaires et des communistes il n'y avait pas de différence, mais que beaucoup de différences il y avait entre les programmes communistes et réformistes. Dans ce congrès pour les réformistes parla Turatti et non Serrati, et les autres réformistes qui prirent la parole furent Vacirca, Mazzoni, et non Borghi et Magdoni.

La phrase: „La lâcheté, dans certaines occasions c'est vraiment un courage et ici c'est une de ces occasions“ n'a pas été imprimée sur un des appels du Comité Exécutif du Parti socialiste, mais a été prononcée par le député Matteotti au parlement.

La déclaration que le Parti socialiste d'Italie ne doit pas adhérer à la 3ème Internationale c'est un mérite particulier de Monsieur Alessandri en non pas de Lazzari. Et les démissions du Comité Exécutif du Parti socialiste furent données dans le mois dernier par Baratonno et non par Bombacci qui est dans le Comité du Parti Communiste, et pas par Alessandri qui ne fait partie d'aucun Comité Exécutif.

Au congrès de Livorno nous avons reçu seulement 48.000 voix et non 148.000. Notre presse n'a pas par malheur un tirage plus grand que celle du Parti socialiste comme vous avez imprimé, et le journal qui va sortir à Trieste c'est „Il Lavoratore“ et non pas „Il Novatore“. En outre, nous possédons seulement 28 hebdomadaires et non pas 48.

Enfin, dans notre Parti sont organisés maintenant non 100.000 ouvriers, mais nos adhérents sont 40.000; c'est vrai qu'il faut compter la jeunesse qui a organisé dans sa fédération presque 40.000 jeunes ouvriers.

Je vous prie d'imprimer ces corrections pourquoi je ne désire qu'on peut dire que je cherche des données de la valeur du Parti communiste d'Italie avec des mensonges et des inventions.

TERRACINI HUMBERTO

A L'ETRANGER.

Stockholm, 28 juin. — D'après le communiqué officiel de Londres, la grève des mineurs s'est terminée mardi.

Londres, 28 juin. — En examinant la retraite du cabinet italien, la plupart des journaux estiment que Sforza ne reviendra en aucun cas au pouvoir.

AVIS

Aux travailleurs de l'industrie du bois, délégués au IIIème Congrès l'Internationale Communiste et à celui du conseil International des syndicats.

Le Comité Central de la Fédération nationale des travailleurs de l'industrie du bois, convoque le vendredi 1er Juillet à midi, une conférence des ouvriers de l'industrie du bois délégués aux Congrès de l'Internationale Communiste et du Conseil International des Syndicats ouvriers, pour discuter les questions concernant la formation d'un Bureau International de propagande des ouvriers révolutionnaires du bois, au siège du Comité Central, Rue Leontievskaja, Maison 18 app. 3.

Vu la grande importance de cette question, la présence de tous les ouvriers du bois délégués aux Congrès est indispensable.

Le Bureau de la Fédération nationale des travailleurs de l'industrie du bois.

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.